



POUR GAGNER SUR NOS REVENDICATIONS

ENSEMBLE DANS L'ACTION

LE 5 FÉVRIER

Face aux mobilisations entamées depuis de longs mois, face à la situation inédite marquée notamment par le mouvement des gilets jaunes, Emmanuel Macron est contraint à des concessions, certes notoirement insuffisantes, lui qui avait pourtant affirmé qu'il ne reculerait jamais.

Pour autant, l'essentiel de sa politique — faite de cadeaux aux patrons et aux plus fortunés et de casse des services publics — continue à être mis en œuvre.

Ne nous y trompons pas : le grand débat national est avant tout une opération d'enfumage puisque, sur la plupart des points importants, le pouvoir en place a déjà dit qu'il n'était pas question de revenir sur ses orientations.

LA FONCTION PUBLIQUE ET SES AGENTS AU CŒUR DU DANGER

Le parfait exemple de cette volonté de rien remettre en cause de ses visées libérales, le gouvernement le donne pour la Fonction publique.

En effet, alors que la réforme de l'État figure explicitement au menu du « grand débat », les ministres en charge de la Fonction publique viennent de confirmer, en particulier, que **le projet de loi dévastateur, quasiment déjà écrit, demeurerait plus que jamais d'actualité et que son adoption au Parlement était toujours prévue au mois de juin.**

Rappelons que ce texte prévoit un **recours renforcé et massif aux non titulaires, le démantèlement des organismes consultatifs, l'individualisation des rémunérations et des dispositions pour accompagner et faciliter les abandons de missions publiques et les fermetures de services.**

Il s'agit bien d'une attaque sans précédent contre l'édifice du Statut général.

Ces lourdes menaces viennent s'ajouter au **gel de la valeur du point d'indice** (dont tout laisse à craindre que l'exécutif souhaite le maintenir jusqu'en 2022!), au rétablissement du jour de carence, aux nouvelles suppressions d'emplois, etc.

C'est dire que la situation est plus que préoccupante.

ÉLEVER LE RAPPORT DE FORCE ET L'INSCRIRE DANS LA DURÉE

Mais, ceux qui nous gouvernent sont loin d'avoir gagné.

Les citoyens restent attachés à leurs services publics et, partout, le mécontentement gronde et les mobilisations se multiplient.

C'est ce que montre le mouvement des gilets jaunes.

La responsabilité première des organisations syndicales, c'est de proposer des pistes alternatives, de les populariser et d'organiser la riposte sur les lieux de travail.

C'est ce que fait la CGT, au niveau interprofessionnel, le mardi 5 février.

Ce jour-là, elle appelle tous les salariés, du privé comme du public, à se mobiliser, à manifester et à cesser le travail.

Tout, absolument tout, milite pour que les agents de la Fonction publique, qu'ils soient du versant territorial, hospitalier ou de l'État, s'inscrivent le plus nombreux possible dans ce temps fort de lutte et de convergence.

POUR:

- » La revalorisation immédiate du point d'indice;
- » Le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis plusieurs années;
- » Les créations d'emplois statutaires partout où elles sont nécessaires;
- » Les titularisations des contractuels et la fin de la précarité;
- » L'abrogation du jour de carence.
- » La défense du Statut général et des Statuts particuliers;
- » Le maintien et l'amélioration des régimes spéciaux de retraite, contre le système par points voulu par le gouvernement;
- » La forte revalorisation des pensions versées.

La CGT Fonction publique appelle les agents à manifester et faire grève le 5 février.

Montreuil, le 28 janvier 2019